



Cahiers d'Asie centrale

19-20 | 2011
La définition des identités

Déplacements de populations et identités dans la vallée de Ferghana : les limites du paradigme ethnique

Population displacement and identity in the Ferghana valley: assessing the concept of ethnicity

Olivier Ferrando



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/1428>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Bocard

Édition imprimée

Date de publication : 12 décembre 2011
Pagination : 177-213
ISBN : 978-2-84743-041-7
ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Olivier Ferrando, « Déplacements de populations et identités dans la vallée de Ferghana : les limites du paradigme ethnique », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 19-20 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/1428>

Déplacements de populations et identités dans la vallée de Ferghana : les limites du paradigme ethnique¹

Olivier FERRANDO

L'un des aspects les plus fascinants de l'Asie centrale est le caractère bigarré de sa société. Les analystes présentent souvent ce pluralisme ethnique et culturel comme le résultat de deux phases historiques successives. Avant l'arrivée des Russes, les identités dites *autochtones* se sont façonnées avec les conquêtes et les vagues migratoires qui ont jalonné l'histoire millénaire de l'Asie centrale, véritable zone de passage le long des routes caravanières. La population précoloniale apparaît ainsi caractérisée par une kyrielle de traits culturels issus des influences iraniennes, turques et mongoles, et d'une conscience musulmane, encore largement empreinte de rites préislamiques. Dans une seconde phase, la colonisation russe puis l'instauration du régime soviétique ont entraîné un afflux massif de migrants essentiellement européens : administrateurs, militaires, colons slaves et tatars qui accompagnèrent l'annexion de la région à l'Empire russe ; technocrates, ingénieurs et instituteurs slaves après la révolution bolchevique ; peuples déportés d'Extrême-Orient, d'Europe orientale et du Caucase au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Cette présentation de l'histoire du peuplement centrasiatique, articulée autour de la colonisation russe, passe sous silence un phénomène majeur : les déplacements internes de populations. En effet, dès les années 1920, le pouvoir soviétique développa une politique de transfert des populations autochtones afin de répartir la force de travail en priorité dans les plaines cotonnières. Plusieurs centaines de milliers de personnes furent ainsi déplacées entre 1925 et 1970, de manière plus ou moins forcée, et contribuèrent, dans l'anonymat de leur tragédie, à transformer les stepes arides de la région en champs de coton de l'Union soviétique. À la

Olivier Ferrando, doctorant en sociologie politique à Sciences Po Paris, chargé de cours en relations internationales à l'Institut d'études politique de Lille. Ses recherches portent sur la construction nationale en Asie centrale et les phénomènes de recomposition identitaire et de mobilisation des minorités ethniques de la vallée de Ferghana, en particulier les Ouzbeks, les Tadjiks et les Kirghizes. Contact : olivier.ferrando@sciences-po.org

¹ Une première ébauche de cet article a été présentée à la conférence « Histoire, politique et culture des identités en Asie centrale », organisée les 2 et 3 mai 2007 à Bichkek par l'IFEAC, en partenariat avec l'Ambassade de France au Kirghizstan et l'Université Arbaev de Bichkek.

dissolution de l'URSS, l'irruption d'une guerre civile au Tadjikistan provoqua de nouveaux mouvements massifs de populations dans la région : des centaines de milliers de civils furent en effet contraints de fuir les zones de combat pour trouver refuge dans des régions plus sûres.

Ces deux périodes de l'histoire contemporaine de l'Asie centrale n'ont *a priori* aucun lien. Dans le premier cas, ce sont les autorités administratives qui planifièrent le déplacement des populations tandis que, dans le second cas, il s'agit d'un exil pour fuir la guerre. Nous nous risquons pourtant, dans cet article, à développer une analyse comparée des deux épisodes, dans la mesure où ils illustrent un processus riche d'enseignements pour la compréhension des relations sociales en Asie centrale. Notre étude porte sur la partie occidentale de la vallée de Ferghana, aujourd'hui partagée entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan (voir carte p. 196). Outre le fait que cette région forme un véritable microcosme de l'Asie centrale, elle constitue une édifiante illustration des deux tragédies.

Dès la mise en place de la politique de transfert de populations, la vallée densément peuplée de Ferghana fut un réservoir de main-d'œuvre, notamment pour les régions en développement du Tadjikistan central et méridional. Elle constitua également l'un des principaux pôles d'intensification de la culture du coton en Asie centrale, à l'image de la construction, dans les années trente, du grand canal du Ferghana, dont le creusement mobilisa quelque 170 000 travailleurs forcés. Mais c'est après la Seconde Guerre mondiale que les planificateurs soviétiques mirent en culture les zones les plus arides de la vallée et développèrent un vaste programme de déplacement des populations montagnardes des pourtours du Ferghana vers les plaines steppiques de la vallée. C'est cet épisode tragique des années cinquante que nous proposons d'étudier dans une double perspective, historique et sociologique.

D'un point de vue historique, nous nous efforcerons de comprendre le processus et les conditions des transferts en nous fondant sur les rares écrits des historiens soviétiques, mais aussi et surtout sur des témoignages recueillis entre 1998 et 2007² auprès des derniers survivants de cette époque. D'un point de vue sociologique, il s'agira de comprendre comment s'est déroulée, dans la vallée, la rencontre entre deux identités : l'une, celle des déplacés, les montagnards ayant vécu jusqu'alors dans une société agropastorale traditionnelle et conservatrice ; l'autre, celle des accueillants, les agriculteurs de plaine déjà largement influencés par la modernité soviétique.

² Les travaux de terrain ont été conduits à l'occasion de plusieurs séjours dans les trois pays de la vallée de Ferghana, en 1998, 1999-2001, 2006 et 2007, les deux derniers grâce au soutien financier du ministère français de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de l'IFEAC. Les témoignages et récits de vie ont été recueillis en russe lors d'entretiens semi-directifs.

La vallée constitue également un terrain d'étude privilégié de l'exil des populations civiles lors de la guerre qui déchira le Tadjikistan au début des années 1990. Elle fut, en effet, le lieu de refuge d'une grande partie des populations qui fuyaient les zones de combat. Les témoignages recueillis auprès d'anciens réfugiés et de familles hôtes, au nord du Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan, permettront de comprendre, là aussi, le processus de rencontre entre populations déplacées et populations d'accueil. Nous porterons une attention toute particulière aux schémas de représentation et aux éléments de mobilisation de l'imaginaire des deux groupes.

Cette comparaison entre les deux événements, proches dans leur forme (l'exil de populations civiles), mais différents dans leur contexte, permet de souligner la continuité de destin des populations. En effet, malgré le chaos de la guerre, la destination des réfugiés du Tadjikistan répond, dans une large mesure, à une logique d'origine ethnique et territoriale : les réfugiés des années 1990 se révèlent être, pour l'essentiel, les descendants des Ferghanais déplacés vers le sud et le centre du pays dans la première moitié du XX^e siècle. L'exil prend donc la forme d'un retour à la région d'origine.

Par ailleurs, l'analyse comparée de ces deux confrontations permet d'apporter un éclairage nouveau sur un paradigme omniprésent dans les travaux sur la vallée de Ferghana en particulier, et sur l'Asie centrale en général, celui du clivage ethnique. Les auteurs présentent souvent ces deux épisodes comme la rencontre entre Tadjiks des montagnes et Ouzbeks des plaines dans le premier cas, et entre réfugiés tadjiks et populations tadjikes, ouzbèkes ou kirghizes dans le second cas. Pourtant cette catégorisation dichotomique des déplacés et de leurs hôtes est loin de restituer la pluralité des identités – linguistiques, religieuses, culturelles et sociales – des populations en présence. Nous tenterons donc de décrypter la rencontre entre ces populations, qu'elles soient culturellement très différentes, dans le cas des transferts forcés des années cinquante, ou au contraire proches par leurs origines, dans le cas du retour sur leur terre des réfugiés du Tadjikistan.

1953-1960 : le transfert forcé des populations de la haute vallée du Zeravchan

Aux origines, un impérieux besoin de main-d'œuvre pour les plaines cotonnières

Contrairement aux idées reçues, la vocation cotonnière de l'Asie centrale est relativement récente. Le coton y était cultivé avant la colonisation, mais de manière extensive. Ce n'est qu'au début du XX^e siècle que la culture irriguée du coton fait son apparition, à la suite de l'introduction par les colons russes de variétés américaines plus productives

(Leroi 2002, p. 40). L'instauration du régime soviétique poursuivit cette politique cotonnière avec le lancement de vastes chantiers visant à étendre la surface agricole. La construction de canaux d'irrigation permit en effet de transformer les anciennes steppes impropres à l'agriculture en autant de nouveaux champs de coton³. Mais si les techniques soviétiques firent gagner des terres sur la steppe, l'absence de populations sédentaires limitait grandement leur exploitation. Aussi les planificateurs furent-ils rapidement confrontés à la question des moyens humains nécessaires à leur mise en valeur. Ils envisagèrent dès lors le transfert de populations (rus. *pereselenie*) comme le moyen le plus rapide et le plus efficace de répondre au besoin de main-d'œuvre dans les nouvelles plaines cotonnières.

Au Tadjikistan, cette solution fut officiellement adoptée pour la première fois lors du Congrès fondateur de la République socialiste soviétique (RSS) autonome tadjike en 1925⁴, dans l'objectif d'assurer la mise en valeur du sud du pays. Respectant une décision prise à l'échelon national, les autorités des districts densément peuplés d'Asie centrale, qu'ils fussent urbains, ruraux ou montagneux, se mobilisèrent pour regrouper et transférer les candidats, nombreux à croire en un avenir meilleur. Au cours de la période 1925-1939, le nombre de personnes ainsi réinstallées vers le sud du pays s'éleva à 400 000 (Buškov 1994, pp. 20-21). Ces premiers arrivants, originaires des régions de Garm⁵ (centre), Pendžikent (ouest) et Ura-Tûbe (nord) mais également, pour près du quart d'entre eux, de la partie ouzbèke du Ferghana et d'autres RSS, s'installèrent, tels des colons intérieurs, dans les vallées du Vahš au Sud (régions de Kurgan-Tûbe et Kulâb) et du haut Surhan-Dar'â à l'Ouest (région de Gissar) (Abulhaev 1988, pp. 152-153).

Suspendue pendant la Seconde Guerre mondiale, la valorisation des terres agricoles fut réactivée par le quatrième plan quinquennal (1946-1950), qui apportait deux évolutions à cette politique migratoire. La première résidait dans l'organisation des déplacements, qui ne pouvaient plus se limiter à un appel au volontariat. Il fallait désormais motiver des transferts collectifs, à l'échelle d'une brigade de kolkhoze voire d'un kolkhoze entier (*ibid.*, p. 155). Cette approche présentait alors un double

³ Entre 1925 et 1960, la surface des terres irriguées de la RSS tadjike passa de 105 000 à 390 000 hectares et la récolte annuelle de coton brut de 8 400 à près de 400 000 tonnes (Asimov 1974, pp. 179-181).

⁴ La RSS autonome tadjike était à l'époque rattachée à la RSS ouzbèke. Elle deviendra un sujet à part entière de l'Union soviétique en 1929. C'est à cette occasion que le district ferghanais de Khodjent (rus. *Hodžentskij okrug*), future province de Leninabad, lui est rattaché (*ibid.*, pp. 108-110).

⁵ Les noms des villes, districts et provinces ayant fait l'objet de nombreux changements au cours du XX^e siècle, nous utiliserons dans cet article la forme existant à la période décrite (forme soviétique pour les années 1950, forme tadjike pour les années 1990). Leurs transcriptions sont présentées en annexe 2. Les noms propres présents dans *Le Petit Larousse illustré* (édition 2002) sont écrits sous leur forme francisée.

intérêt : en abandonnant le traitement individuel pour une mobilisation collective, les transferts pouvaient toucher un plus grand nombre ; en outre, le maintien de la structure socioprofessionnelle du groupe permettait de transposer les dynamiques existantes et de faciliter ainsi l'intégration de chaque individu à son nouveau cadre de travail. Mais cette gestion collective éludait le droit au refus et les récalcitrants n'avaient guère d'autre possibilité que celle de suivre le groupe. Cette pression directe ou indirecte sur le choix individuel illustre la dérive coercitive que prit, à partir de cette période, la politique de transfert.

La seconde nouveauté du plan quinquennal fut soulignée par le Comité central du PC tadjik qui mentionna, pour la première fois d'une manière aussi explicite, le besoin d'intensifier « les transferts des districts de montagne vers les plaines » (Abulhaev 1983, p. 19). Si jusqu'ici, les transferts avaient concerné sans distinction toutes les régions surpeuplées, seuls les districts de montagne en feraient désormais l'objet. Sur la période 1946-50, ce ne sont pas moins de 108 kolkhozes de moyenne et haute montagne qui furent transposés dans la plaine. Au total, 18 000 foyers kolkhoziens originaires des pourtours montagneux de Leninabad (nord), Garm (centre) et Kulâb (sud) furent ainsi déplacés respectivement dans le fond des vallées du Syr-Daria, du haut Surhan-Dar'â et du Vahš (Abulhaev 1988, pp. 160-161).

Un éclairage sur cet intérêt soudain des autorités tadjikes pour les districts de montagne fut apporté en 1948, lors du VII^e Congrès du PC tadjik. Motivant leur décision de poursuivre les transferts, les membres du Congrès se justifiaient ainsi : « c'est l'un des principaux moyens d'améliorer le niveau de vie (rus. *èkonomika*) et de culture (rus. *kul'tura*) des districts de moyenne et haute montagne de la République. [...] Par ailleurs, le transfert fournit de la main-d'œuvre aux districts de plaine et accélère le processus de mise en valeur des nouvelles terres » (Abulhaev 1983, p. 22). L'ordre des motivations ne faisait dès lors aucun doute : si les populations montagnardes constituaient un réservoir de main-d'œuvre non négligeable, leur transfert vers des zones en plein développement économique permettait avant tout de rompre leur isolement et de reprendre en main une population traditionnellement défiante à l'égard du pouvoir central⁶.

Les années 1950 marquèrent une nouvelle étape dans cette course au peuplement des plaines cotonnières. La province nord de Leninabad faisait à son tour l'objet de vastes aménagements. En 1953 fut lancée la construction des réservoirs de Kajrakkum et de Farhad, destinés à réguler

⁶ Les montagnes du Tadjikistan ont en effet souvent été un lieu de refuge pour les populations fuyant les répressions de la plaine. Citons pour mémoire la révolte provoquée en 1916 par la décision du tsar Nicolas II de soumettre les Turkestanais à la conscription pour les travaux d'arrière, et surtout la résistance des Basmatchis après la liquidation de l'Autonomie de Kokand (novembre 1917-février 1918). Le pouvoir soviétique ne parvint à mettre fin à la guérilla que dans les années trente, alors que les rebelles avaient trouvé refuge dans les montagnes de Garm et Kulâb.

le débit du Syr-Daria et à dévier une partie de ses eaux vers des terres jusqu'ici non irriguées : il s'agissait, au sud du fleuve, des districts de Nau et Proletarsk et, au nord, des terres arides du Dal'verzín, extension la plus orientale de la célèbre steppe de la Faim (Asimov 1974, pp. 175-183). La mise en valeur de ces terres ne présentait cependant pas le même enjeu. Les districts de Nau et Proletarsk étaient déjà organisés en kolkhozes et disposaient d'une force de travail locale. Un appoint de main-d'œuvre suffisait donc à y intensifier la culture du coton. En revanche, la steppe du Dal'verzín était vierge de tout peuplement et nécessitait de lourds investissements et un apport considérable de population.

*Le processus de transfert de la population
montagnarde de Matča (1951-1960) : de l'appel au volontariat
à la dissolution du district*

Dès 1951, dans l'ensemble de la province de Leninabad, des réunions de propagande (rus. *agitaciâ*) furent organisées par les directeurs de kolkhoze et les organes locaux du parti. Vantant les bienfaits du coton sur le développement économique et culturel des kolkhozes, les agitateurs cherchaient à motiver des candidats au volontariat. En 1953, la création à Leninabad d'une section du bureau central des transferts (rus. *otdel peregeleniâ*) permit l'adoption d'un premier plan provincial : 675 familles des districts montagneux de Matča, Ura-Tûbe et Ašt se portèrent volontaires pour migrer vers les kolkhozes des districts de Nau et Proletarsk. Mais leur nombre ne suffisant pas à satisfaire les besoins des kolkhozes, il fut décidé d'organiser un premier transfert collectif forcé en 1955, comme l'explique Hoğibobo Mirov, 78 ans, jeune kolkhozien à l'époque⁷ :

Mon père faisait partie des rares volontaires de Matča qui s'installèrent à Nau en 1953. Je me souviens qu'au cours du premier hiver, nous avons reçu la visite du procureur de Matča, Bobohon Hamdamov. Il cherchait à savoir comment s'était déroulée notre installation. Les conditions de travail étaient difficiles et les dirigeants du kolkhoze lui firent savoir que la main-d'œuvre était insuffisante pour réaliser le plan de récolte. Quelle ne fut pas notre surprise lorsque l'année suivante, de nouvelles familles furent débarquées par camions entiers.

Au cours de l'été 1955, les villages les plus isolés du district de Matča⁸, dans la haute vallée du Zeravchan, furent ainsi vidés de leurs habitants : les familles de Vodif, Dehava et Dehisor (kolkhoze Šverník) furent transférées vers le district de Nau et celles de Ârm, Samğon et

⁷ La liste des personnes interviewées est présentée en annexe 3.

⁸ Le district de Matča fut créé à l'époque soviétique sous le nom de Madruškat, et le village de Matča en était le centre administratif. Mais tous les habitants de la région désignaient le district par son nom historique de Matča/Mastčoğ, appellation officielle que nous retiendrons donc pour cet article.

Hudgif (kolkhoze Andreev) vers le district de Proletarsk⁹. D'après le discours officiel, 450 familles s'étaient portées volontaires (rus. *dobrovol'cy*) pour mettre en valeur les nouvelles terres gagnées dans ces deux districts (Abulhaev 1988, p. 172). Mais les récits du transfert apportent une autre version des faits. Ainsi, Maḥmatūsmon Boqiev, à l'époque responsable de l'unique magasin d'État du village de Samḡon, raconte :

Personne n'était volontaire ! Ce sont les autorités du district qui nous ont forcés à partir. Leur méthode était simple. Un jour de mai 1955, ils ont ordonné la fermeture des magasins d'alimentation. Nous sortions à peine de l'hiver et la plupart des familles avaient consommé tout leur stock de blé. Sans magasin, il leur était impossible de continuer à vivre dans le village. Du coup, nous avons tous été contraints de quitter Samḡon sans montrer d'opposition. Nous avons chargé nos effets personnels sur des camions. Les hommes et les jeunes, comme moi à l'époque, avons fait une partie du trajet [120 km] à pied jusqu'au district de Proletarsk



Hoḡibobo Mirov et son neveu. Village de Ângiabad, district de Spitamen, Tadjikistan. Photographie de l'auteur

Si ces premiers transferts forcés avaient bénéficié aux districts de Nau et Proletarsk, la mise en eau effective, dès 1956, du réservoir de Farhad et l'irrigation consécutive des steppes du Dal'verzin entraîna un besoin de main-d'œuvre estimé à 4 500 foyers kolkhoziens pour cette région. Les villages submergés par la montée des eaux des deux barrages pouvaient fournir, tout au plus, 2 400 familles (*ibid.*, p. 167). Il fut ordonné, pour la première fois dans l'histoire de la politique des transferts, de

⁹ L'histoire ne dit pas pourquoi le choix se porta sur ces deux kolkhozes. La raison la plus probable serait que le procureur, lui-même originaire du village de Ârm, était au courant du sort réservé au district et qu'il voulut épargner ses proches d'un transfert vers les steppes inhospitalières du Dal'verzin.

procéder au déplacement, non plus d'un village ou d'un kolkhoze, mais d'un district tout entier, celui de Matča.

La décision fut prise le 12 septembre 1956 par les organes du Parti et le Comité exécutif de la province de Leninabad. Au cours des trois années qui suivirent, les 48 villages du district furent méticuleusement vidés de leurs habitants. Seules quelques familles, triées sur le volet, furent autorisées à rester pour entretenir les bâtiments qui seraient utilisés pendant l'estivage¹⁰. Au total, entre 1956 et 1960, 3 400 foyers furent transférés vers le Dal'verzin. La dissolution du district fut alors décrétée et la steppe du Dal'verzin prit le nom évocateur de district du Nouveau Matča. La migration forcée des kolkhoziens s'accompagna donc, pour la première fois, du déménagement de toutes les administrations publiques et de leurs employés. Le territoire de l'ancien Matča fut divisé et les pâturages attribués aux différents districts de la province.

De plus, cette perte de lien familial et administratif avec le territoire d'origine fut sanctionnée d'une interdiction de retour, dont l'application était confiée aux autorités kolkhoziennes¹¹. Les déplacés perçurent cette assignation à résidence comme une grande injustice car leurs prédécesseurs n'y avaient pas été soumis¹². La dissolution autoritaire du district, si elle entraînait dans le cadre de l'aménagement du territoire et du nécessaire équilibre économique entre montagnes et plaines¹³, semblait donc poursuivre un objectif corollaire autrement plus politique : celui de réduire le poids de la tradition et de couper les Mastčohī d'un mode de vie peu conforme à l'idéologie soviétique¹⁴.

Dans les années 1980, à la faveur de la perestroïka, les Mastčohī furent autorisés à se réinstaller dans leurs anciens villages. Le gouvernement du Tadjikistan indépendant restaura en 1994 le statut du district

¹⁰ Estimées à un total maximum de 500 (Buškov 1995, p. 105), ces familles ont joué un rôle important dans l'entretien des cimetières et lieux saints de Matča.

¹¹ Afin de limiter l'exode rural, Moscou obligeait tous les kolkhoziens à déposer auprès du président du kolkhoze leurs documents d'identité, sans lesquels tout déplacement était impossible (Radvanyi 2000, p. 71).

¹² Par exemple, lors du quatrième plan quinquennal, parmi les 2 772 foyers kolkhoziens des régions de Garm et Leninabad qui avaient accepté de s'installer dans la vallée du Vahš, 450 familles, y compris certaines de Matča, finirent par rebrousser chemin et réintégrer leur ancien kolkhoze et ce, sans jamais être inquiétées (Abulhaev 1988, pp. 156-157).

¹³ Les autorités ont légitimé le transfert par le calcul des revenus annuels du district. Ainsi, l'ancien district de Matča, qui produisait seulement du lait, de la viande et de la laine, avait généré, en 1953, 4,5 millions de roubles. Les premières récoltes de coton du Nouveau Matča ont permis d'élever ce revenu à 43 millions de roubles en 1958 (*ibid.*, p. 207).

¹⁴ Notons que, si les Mastčohī payèrent sans conteste le plus lourd tribut (entre 1953 et 1960, ils représentaient 80 % des déplacés de la province de Leninabad et près du tiers des mouvements à l'échelle nationale), ils ne furent pas les derniers à subir un transfert coercitif de masse : le 27 février 1970, prétextant une sismicité dangereuse, les autorités provinciales ordonnèrent le transfert des habitants de la vallée du Āġnōb, affluent du Zeravchan. Plus de 3 000 Āġnōbī furent transférés en trois vagues successives (1970, 1974 et 1975) dans les districts cotonniers de Zafarabad, du Nouveau Matča et dans la région de Douchanbé (Gunā 2003, p. 167).

sous le nom de Kūhistoni Mastčoh “Matča des montagnes” pour le distinguer du district cotonnier de Mastčoh¹⁵.



Famille mastčohī du village de Ângiabad, district de Spitamen, Tadjikistan.
Photographie de l’auteur.

Tadjiks vs Ouzbeks : aux origines de la catégorisation identitaire

Le transfert du district de Matča s’est donc déroulé en deux étapes successives : une minorité des habitants (2 kolkhozes, 450 foyers) fut envoyée vers les districts de Nau et Proletarsk pour fusionner, par petits groupes, avec des kolkhozes déjà fonctionnels, tandis que la majorité d’entre eux (7 kolkhozes, 3 400 foyers) ainsi que toutes les administrations du district furent déportées dans la steppe du Dal’verzin. Les premiers furent intégrés à des kolkhozes existants tandis que les seconds arrivèrent dans un milieu dépourvu de tout peuplement sédentaire. Notre étude portera donc sur les conditions du transfert vers Nau et Proletarsk, dans la mesure où cet épisode offre une illustration originale de la rencontre entre deux populations aux traits identitaires singuliers : d’un côté les montagnards persanophones, qui se nomment eux-mêmes Mastčohī, en référence au nom historique de leur contrée (Mastčoh en tadjik) ; de l’autre, les habitants de la vallée, majoritairement turcophones, ouverts

¹⁵ Les Mastčohī ne furent pourtant jamais officiellement réhabilités par le gouvernement et leur district d’origine reste l’un des plus pauvres du pays. Les infrastructures routières et les bâtiments administratifs (mairies, écoles, cliniques), édifiés pour l’essentiel dans les années trente, ont été laissés à l’abandon pendant une génération et sont aujourd’hui dans un état de délabrement avancé (observations personnelles en mars 2000).

sur la ville et la modernité soviétique. Conformément à la rhétorique officielle, les historiens soviétiques présentent la rencontre entre les deux groupes comme une confrontation ethnique entre les Tadjiks des montagnes et les Ouzbeks de la vallée, supposant ainsi que le clivage ethnique prédéterminait l'identité de chaque groupe¹⁶.

À l'époque précoloniale pourtant, le concept d'ethnonyme était étranger aux populations d'Asie centrale. Elles disposaient de différents registres identitaires qu'elles mobilisaient en fonction de leur situation : l'attache à un territoire permettait d'identifier l'origine géographique de l'interlocuteur ; le corps de métier indiquait sa fonction dans la société ; les pratiques religieuses traduisaient son identité spirituelle. La structure de la société reposait, quant à elle, sur des réseaux de solidarité¹⁷ dont les membres partageaient une conscience commune, qu'elle fût familiale, villageoise, lignagère, clanique, tribale ou territoriale.

Dans la haute vallée du Zeravchan, les Mastčoḥī étaient parvenus à préserver leur unité linguistique et culturelle grâce à un isolement géographique qui les avait tenus à l'écart des grandes invasions et vagues de peuplement de l'époque précoloniale¹⁸. Les relations sociales y étaient régies par des liens de parenté au sein de lignages (tadj. *hejš* dans le vocable des Mastčoḥī) et des liens de voisinage entre ces lignages. Dans chaque famille, le patriarche restait entouré de ses descendants de ligne mâle. Les filles rejoignaient le foyer de leur belle-famille tandis que les garçons restaient chez leur père avec femme et enfants¹⁹. Au niveau du village, chaque famille était rattachée à un *hejš*, c'est-à-dire à l'ensemble des membres du lignage, vivants et morts, partageant un ancêtre commun. Ainsi, dans la société montagnarde mastčoḥī, parenté et voisinage coïncidaient largement, puisqu'un *hejš* couvrait un quartier, parfois un village tout entier. Tous les voisins appartenaient au même lignage. Cette superposition sociale et géographique faisait du *hejš* le principal critère identitaire des Mastčoḥī : les membres du même lignage exerçaient ensemble leurs pratiques religieuses, partageaient un même lieu de culte et un même cimetière, dans lequel ils se recueillaient sur la tombe de l'ancêtre commun (tadj. *mazor*) (Buškov 1991, p. 80).

¹⁶ Par exemple Abulhaev (1988), Buškov (1994 ; 1995) et Tursunov (1991).

¹⁷ Ces réseaux de solidarité ont été étudiés notamment au Tadjikistan par V. Buškov, qui utilise le terme d'*avlod* (Buškov 1991), et en Afghanistan par O. Roy, qui fait référence au *qawm* (Roy 1991).

¹⁸ La présence d'un peuplement sédentaire dans la haute vallée du Zeravchan est attestée par des écrits anciens. Babur mentionne, par exemple, le village d'Obburdon lors de son passage dans la région, en l'an 907 de l'hégire (rapporté par Buškov 1995, p. 65).

¹⁹ À l'origine, ce système de continuité de la ligne mâle au sein du foyer évitait un trop grand morcellement de la propriété foncière (terres arables et pâturages). Jusqu'au début du XX^e siècle, les parcelles avaient ainsi pu être maintenues, d'autant plus que la croissance démographique était alors limitée par les maladies et la forte mortalité infantile (Buškov 1991, pp. 74-76).



Maḥmatūsmon et Azamğon Boqiev.
Village de Zaravşon, district de Ğabbor-Rasulov, Tadjikistan.
Photographie de l'auteur

Bien qu'isolés entre les chaînes montagneuses du Turkestan au Nord et du Zeravchan au Sud, les Mastčohī entretenaient des liens économiques avec la vallée de Ferghana²⁰. Ils alimentaient les marchés de Voruh, Čorku, Isfara et Kokand en animaux et s'y approvisionnaient en produits alimentaires et manufacturés²¹. Ces liens économiques se doubleraient parfois d'alliances matrimoniales exogamiques, comme l'explique Azamğon Boqiev, kolkhozien du village de Zaravşan, dans le district de Proletarsk :

Notre famille est originaire du village de Samğon, mais j'ai de nombreux cousins à Kokand, dans la vallée. [...] C'était à une semaine de marche de notre village. Mon arrière-grand-père y allait plusieurs fois par an car on

²⁰ En effet, bien que la vallée du Zeravchan s'écoulât naturellement vers la région de Samarkand à l'Ouest, les Mastčohī étaient plus près des centres urbains du Ferghana, qu'ils pouvaient rejoindre en quelques jours de marche. Tout au long de son histoire, la haute vallée du Zeravchan avait donc développé des liens sociaux et économiques avec la partie occidentale de la vallée de Ferghana (Tursunov 1991, p. 51).

²¹ Pour une très bonne analyse de l'économie agropastorale des zones de montagne en Asie centrale, cf. Cariou 2003.

pouvait y vendre les animaux à un meilleur prix qu’au marché de Voruh, situé à seulement deux jours de marche. C’est à Kokand qu’il trouva un mari pour sa fille et qu’il envoya celle-ci s’installer. Depuis cette union, nous avons donné beaucoup de nos *kelin* [belle-fille en tadjik] à la ville de Kokand.

Dans la plaine située à l’est de Khodjent, qui correspond aux districts de Nau et Proletarsk, l’habitat sédentaire est plus récent. Entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, des guerres répétées opposaient le khan de Kokand à l’émir de Boukhara sur le contrôle de cette bande de terre stratégique, située à l’embouchure de la vallée de Ferghana. Le khan fit alors construire plusieurs avant-postes fortifiés (tadj. *qal"ʼa* ou *qūrḡon*)²² et encouragea l’installation de nouveaux habitants, qui affluèrent de différentes localités de la région. En 1870, on comptait tout au plus, pour chaque futur district, une dizaine de villages regroupant un total de 700 familles, soit deux fois moins que le territoire de Matča à la même époque (voir annexe 1).

Parmi ces villages, Saidkurgan (littéralement “forteresse de Saïd”, également connu sous le nom de Qūrḡonča en tadjik) occupe un site privilégié en bordure du Syr-Daria. Les premiers habitants s’y installèrent à la fin du XVII^e siècle, en provenance de la région de Tachkent, alors soumise aux raids répétés des Kazakhs. La construction d’un fort au début du XIX^e siècle attira de nouvelles familles des villages turcophones environnants et des villes de Khodjent et Ūroteppa, majoritairement persanophones.

Le village d’Andarsaj (“entre les rivières” en tadjik) était, quant à lui, situé à l’intérieur des terres, à une quinzaine de kilomètres au sud de Saidkurgan. La plus ancienne forteresse de la région formait le cœur du village. Sa population était composée d’agriculteurs céréaliers originaires de Khodjent, d’éleveurs turcophones et d’anciens nomades kirghizes sédentarisés. Les habitants partageaient un même cimetière, à l’exception des Kirghizes, qui inhumaient leurs morts près d’un lieu saint plus distant et selon des rites funéraires qui leur étaient propres. Le village d’Uzbekkišlak, mentionné dès le XVIII^e siècle sous le toponyme Hitojreza, était célèbre pour son immense mur de fortification, justifié par sa position stratégique entre Khodjent et la chaîne du Turkestan. En 1888, on y comptait 74 familles originaires des environs mais également de Khodjent, Kokand et Matča (Tursunov 1991, pp. 165-166, 179-180 et 187-188). Les persanophones d’origine urbaine, minoritaires, avaient fini par adopter le parler turc local et s’étaient assimilés au groupe turcophone.

La période russe puis soviétique, caractérisée par l’arrivée de populations slaves et européennes, affecta peu la composition ethnique des zones rurales de la vallée car les colons s’installèrent essentiellement dans les centres urbains. L’établissement du régime soviétique entraîna en re-

²² Au milieu du XIX^e siècle, on ne compte pas moins de douze citadelles fortifiées dans cet étroit territoire (Tursunov 1991, p. 44).

vanche un bouleversement dans la construction des identités. Entre 1924 et 1936, le découpage territorial de l'Asie centrale en cinq républiques nationales fédérées à Moscou s'accompagna de la « fabrication de nations »²³ socialistes. La politique soviétique des nationalités s'efforça, en effet, de regrouper et de figer les identités locales, traditionnellement plurielles, en catégories nationales sur la base de critères homogènes (langue, religion, mode de vie). F. Hirsch explique cette démarche d'homogénéisation ethnique par la volonté de Moscou de « moderniser des peuples arriérés » (2000, pp. 208-209). C'est ainsi que les Mastčoḥī furent assimilés aux Tadjiks, nouvelle nationalité soviétique qui regroupait sans distinction les montagnards sédentaires et les persanophones urbanisés. De même, tous les habitants turcophones de la plaine occidentale de Ferghana furent définis par l'ethnonyme «Ouzbek», sans considération de l'histoire du peuplement de chaque village. La rencontre soudaine et forcée, dans les années 1950, des deux populations offre donc une occasion rare pour analyser la pertinence ou non du critère ethnique dans leurs relations sociales.

*L'arrivée dans les familles d'accueil :
premier contact entre les déplacés "tadjiks" et leurs hôtes "ouzbeks"*

Lorsque les Mastčoḥī furent débarqués à Nau et Proletarsk, les kolkhozes avaient pris du retard dans l'aménagement des zones d'accueil. Les déplacés furent répartis dans des familles hôtes, où ils résidèrent parfois plusieurs années. Le village de Saidkurgan dans le district de Nau, accueillit des familles de Vodif, Dehava et Dehisor, tandis que ceux de Ārm, Samḡon et Hudgif furent hébergés dans le village d'Uzbekkišlak, dans le district de Proletarsk (voir carte). Le contact entre les déplacés et leurs hôtes se fit donc, non pas dans un cadre public ou professionnel, mais avant tout dans l'intimité de la vie familiale. Or, les deux groupes présentaient peu de traits identitaires communs. Les Mastčoḥī étaient tadjikophones²⁴, héritiers d'une société agropastorale restée largement en marge des réformes socioéconomiques orchestrées par le régime soviétique et ils avaient gardé de fortes attaches à leur territoire d'origine, leurs traditions et leurs pratiques religieuses. Les habitants de la vallée étaient, quant à eux, ouzbèkophones, pour la plupart employés de kolkhozes cotonniers ou céréaliers intégrés au système économique régional et, de ce fait, ils habitaient un espace ouvert à la circulation des biens, des personnes et des idées de progrès.

Dans un premier temps, le clivage entre les deux groupes apparut flagrant, comme l'explique Maḡmatūsmon Boqiev, l'ancien magasinier :

²³ Expression empruntée à O. Roy (1997, pp. 8-10).

²⁴ Les termes tadjikophone et ouzbèkophone sont des néologismes désignant les locuteurs du tadjik et de l'ouzbek, deux langues devenues des idiomes nationaux après leur codification dans les années 1920 par les linguistes soviétiques.

À notre arrivée à Uzbekkišlak, les autorités nous ont répartis au sein de foyers d'accueil ouzbeks. Chaque famille s'est retrouvée isolée, face à des gens qu'ils n'avaient jamais vus, avec lesquels ils avaient du mal à converser mais qu'ils accompagnaient dans tous les gestes du quotidien, du lever au coucher. [...] Moi, j'avais appris le russe en travaillant au magasin d'État mais ça a été plus difficile pour ma femme. Elle n'était jamais sortie de Matča et ne parlait que le tadjik. Pour les enfants, c'est allé plus vite. Ils jouaient ensemble dans la rue. En quelques mois, ils étaient tous bilingues [sourire].

La langue a été, sans aucun doute, le facteur le plus déterminant dans ce clivage. Mais tous les témoignages s'accordent sur un point : malgré la barrière linguistique, les Mastčohī et leurs familles d'accueil ont surmonté cette période difficile avec une grande complicité et sans heurt, à l'instar d'Azizmo Boâkova, arrivée à l'âge de 10 ans dans le district de Nau :

Lorsque nous sommes arrivés à Saidkurgan, nous avons pour seul bagage un gros baluchon de linge. Mais notre famille d'accueil fut formidable. Nous avons partagé la maison, les tapis, les matelas et même les vivres qu'ils s'étaient réservés pour l'hiver. Ils possédaient une seule vache mais elle nous a nourris pendant les deux années où nous sommes restés. Après notre installation à Angiabad nous avons gardé contact et continuons aujourd'hui encore à nous inviter à chaque festivité.

Du côté des familles d'accueil, les souvenirs sont également restés vivaces et marqués par l'extrême dénuement de leurs invités. Abdužalil Hasanov, jeune kolkhozien à l'époque, vivait à Uzbekkišlak, dans une petite maison avec ses parents, sa femme et leurs deux enfants :

Je me souviens qu'un an avant leur arrivée, un comité est passé dans chaque maison pour recenser les familles qui avaient la capacité d'héberger les nouveaux arrivants. Ils nous ont demandé de libérer une chambre. [...] Lorsque les camions ont vidé leur cargaison, nous avons immédiatement compris que ces familles vivaient un moment difficile. [...] J'ai hébergé un couple et ses trois enfants pendant leur premier hiver. Ils sont arrivés avec très peu d'affaires. Nous avons partagé ce que nous avions à leur offrir : du bois de chauffage, du pain et quelques vêtements, comme le veut la tradition musulmane. Les Mastčohī ne comprenaient pas l'ouzbek. Mais nous, nous avons appris le tadjik à force de nous rendre à la ville. Šarifğon, le père de famille, a intégré ma brigade de kolkhoze avec d'autres hommes. Nous avons ainsi travaillé plusieurs années avant qu'un nouveau kolkhoze soit créé à Zaravšan et qu'ils aillent s'y installer définitivement. Un demi-siècle a passé, mais je suis toujours en contact avec lui. Nous nous considérons comme des frères et nous invitons mutuellement. [...] L'année dernière, nous avons uni nos deux familles : ma petite-fille a épousé leur petit-fils.

Malgré leurs différences, les deux groupes parvinrent donc rapidement à mettre en œuvre des mécanismes de solidarité. Loin de considérer

ces arrivants comme un fardeau, les familles d'accueil endossèrent avec dignité la défaillance du kolkhoze et firent preuve d'une grande générosité, à une époque où la vie était pénible pour tous²⁵. La tradition musulmane et la culture centrasiatique semblent avoir joué un rôle central dans l'acceptation de l'autre et son intégration à la communauté. Ayant pris conscience du sort de leurs invités, les familles d'accueil furent guidées, sinon par le précepte du *zakat*, troisième pilier de l'islam, du moins par la règle coutumière de l'hospitalité (tadj. *meħmondūstī*), qui font, tous deux, partie du bagage culturel de la région. En partageant intimement la tragédie des Mastčoħī, les familles d'accueil furent aussi leurs plus proches confidents. Le sentiment de victimisation que ceux-là éprouvaient trouva un écho chez leurs hôtes, à l'instar d'Ūsmonali Norboboev, un agronome de Saidkurgan aujourd'hui à la retraite :

Je n'étais qu'un enfant lorsque les Mastčoħī se sont installés dans notre maison. Mais leur présence a eu pour nous et de nombreuses autres familles d'accueil de Saidkurgan une grande valeur symbolique. En 1957, au moment où ils nous quittaient pour s'installer dans leur nouveau kolkhoze à Ângiabad, nous avons commémoré ensemble la mort de mon grand-père, qui avait été déporté vingt ans plus tôt. C'était en 1937, pendant la politique de collectivisation. Non content de lui avoir confisqué ses terres, le pouvoir soviétique l'avait réquisitionné de force avec tous les autres propriétaires du village pour aller creuser des canaux d'irrigation dans la steppe de la Faim. Il n'en est jamais revenu [silence]. Alors nous étions bien placés pour comprendre ce que les Mastčoħī enduraient. Ils étaient aussi des victimes du système, mais grâce à Dieu, ils s'en sont mieux sortis.

*L'organisation sociale des Mastčoħī au sein du kolkhoze :
mixité ou résurgence des rivalités lignagères*

Après ce séjour dans les familles d'accueil, les Mastčoħī furent installés dans leur nouveau kolkhoze. Dans le district de Nau, les déplacés quittèrent Saidkurgan pour Ângiabad ("nouveau village" en ouzbek). À Proletarsk, ils déménagèrent d'Uzbekkišlak pour Zaravšan. La principale différence réside dans le fait qu'à Zaravšan, les Mastčoħī s'installèrent seuls, tandis qu'à Ângiabad, ils furent rejoints par un nombre équivalent de kolkhoziens du village voisin d'Andarsaj. Le mélange des deux communautés y fut d'autant plus réel que les autorités du kolkhoze menèrent une politique de mixité : ils distribuèrent les lopins de terre en prenant soin d'intercaler systématiquement les Mastčoħī et les Ouzbeks d'Andarsaj sur le modèle d'un échiquier et organisèrent des brigades mixtes de travail.

²⁵ En effet, les grands progrès techniques et la mécanisation arrivèrent dans ces villages seulement dans les années 1960. Par ailleurs, pendant la mise en œuvre des grands travaux d'irrigation, les kolkhozes ne disposaient plus de liquidité pour payer leurs employés. Jusqu'en 1963, les salaires furent versés en nature, de manière irrégulière et inégale suivant les kolkhozes.

Cet aménagement planifié eut deux conséquences directes sur l'organisation sociale des Mastčohī qui, nous l'avons vu, reposait sur la superposition du voisinage et du lignage (*hejš*). L'alternance des lopins de terre empêcha la transposition dans la plaine des solidarités de voisinage qui existaient dans les villages d'origine et modelaient leur identité.

Par ailleurs, l'immixtion soudaine d'une population étrangère – les Ouzbeks – dans le voisinage direct des Mastčohī offrait une nouvelle altérité, différente de celle du *hejš*, autour duquel s'articulait jusqu'ici l'essentiel des allégeances locales. Face aux Ouzbeks d'Andarsaj, le sentiment d'appartenance à un *hejš* ou à un village commun ne pouvait que s'effacer au profit d'une identité supra-lignagère, qu'elle fût régionale (*mastčohī*) ou linguistique (*tadjike*).

L'institution scolaire, principal vecteur de la politique des nationalités, contribuait également au développement du clivage entre Ouzbeks et Tadjiks. L'unique école, située au centre du village, accueillait tous les enfants, mais ceux-ci ne s'y côtoyaient pas car ils étaient scolarisés dans des groupes linguistiques différents. Les lieux de culte et les cimetières étaient, en revanche, communs et témoignaient d'une proximité entre les deux communautés dans l'exercice de leur religion.

De même, les pratiques matrimoniales des Mastčohī, jusqu'alors fortement marquées par l'endogamie, se libéralisèrent au contact des Ouzbeks et les mariages mixtes se multiplièrent. Il est cependant intéressant de noter que tous ces mariages mixtes, sans exception, célébraient l'union d'un Mastčohī et d'une Ouzbèke et jamais l'inverse, ce qui assurait le maintien de la lignée mastčohī chez tous les descendants²⁶.

Lors des phases ultérieures d'extension du village, les autorités du kolkhoze maintinrent scrupuleusement leur politique de mixité, comme en témoigne Majramğon Karimova, une Tadjike installée dans le village depuis 1990 :

J'ai rencontré mon mari à Tachkent pendant nos études de médecine. Nous nous sommes installés à Ângiabad en 1990 et avons construit notre maison sur ce lopin de terre. Dans la rue, toutes les familles sont mélangées et les gens sont tous bilingues. Lorsque nous célébrons un mariage, nous bloquons la rue, installons l'estrade au milieu et tous les voisins sont conviés et dansent ensemble. [...] Vous savez, j'ai beau être tadjike, je n'ai pas plus d'affinité avec les Mastčohī qu'avec les Ouzbeks. Si un jour j'ai besoin d'aide, je m'adresserai au premier voisin que je trouverai dans la rue.

Si la mixité a été la règle à Ângiabad, la situation était différente à Zaravšan, où les Mastčohī se sont retrouvés entre eux. Est-ce l'absence d'un groupe tiers ou le laxisme des autorités, le fait est que les déplacés

²⁶ La filiation étant patrilinéaire, les Mastčohī veillaient à marier leurs filles à un homme du même groupe.

s'installèrent à Zaravšan en transposant leur structure villageoise lignagère. Ainsi, le kolkhoze se composait de trois quartiers distincts, portant le nom des villages d'origine de leurs habitants : Ārm, Samğon et Hudgif. Certes, les enfants se côtoyaient dans l'unique école, de langue tadjike. Mais les adultes perpétuaient des pratiques religieuses et funéraires séparées, chaque quartier disposant de son propre lieu de prière et de son propre cimetière. Azamğon Boqiev témoigne de ce clivage :

Au début, les quartiers étaient même séparés par des espaces vides, comme si les gens refusaient d'avoir un voisin de l'autre village. Et puis les mariages avaient lieu à l'intérieur d'un quartier car il était impensable de marier sa fille ou son fils avec un jeune originaire du village voisin. Au fil des ans, les familles se sont étendues, les espaces vides se sont comblés, les jeunes se sont installés dans de nouveaux lopins et ont fini par se mélanger. Aujourd'hui l'habitat est mixte et les mariages ne tiennent plus systématiquement compte de l'origine villageoise.

Les relations sociales ont donc fini par transcender les clivages entre *hejš* d'origine. Un incident illustre néanmoins la vivacité des identités lignagères. En septembre 1955, quelques mois après leur transfert à Uzbekkişlak, les Mastčoħī furent rejoints par une quarantaine de nouvelles familles, déplacées du village de Lânglif. Également accueillis au sein de familles ouzbèkes, ces villageois ne tardèrent pas à entrer en conflit avec ceux de Samğon, comme l'explique Maħmatūsmon Boqiev, l'ancien magasinier, lui-même originaire de Samğon :

Peu de temps après leur arrivée, ceux de Lânglif ont commencé à s'attaquer à nous. Au début, c'était des bagarres entre jeunes, comme il y a toujours eu entre les deux camps. Mais à Matča, chacun rentrait dans son village et on n'en parlait plus. Là, c'était des voisins qui se battaient. Ça s'est très vite envenimé et Uzbekkişlak est devenu le terrain d'une guerre ouverte. Il y a eu deux morts et de nombreux blessés. Sans l'intervention de la police, ils se seraient tous entretués.

Sur décision des autorités, toutes les familles de Lânglif furent transférées vers le district de Zafarabad, vingt kilomètres plus loin, où ils vivent encore aujourd'hui. Si les sources mêmes du litige restent obscures, le processus par lequel les tensions ont dégénéré en heurts violents semble clair. Dans les montagnes de Matča, la distance géographique entre les quartiers, les hameaux ou les villages, limitait les cas de conflit entre des *hejš* différents. Le respect du lignage passait par le respect du territoire. À Uzbekkişlak, la dispersion des membres d'un même lignage dans différentes familles d'accueil a entraîné la rupture de l'équilibre de voisinage. Hébergés par des Ouzbeks avec lesquels ils n'avaient aucun antécédent conflictuel, les Mastčoħī se sont en revanche retrouvés voisins de lignages concurrents, au hasard de la redistribution des familles dans le village d'accueil. Les conflits latents, du fait même que leurs protagonis-

nistes vivaient à distance, ont donc éclaté au grand jour dès lors que ces mêmes protagonistes se retrouvèrent en contact. Le clivage ethnique entre Tadjiks des montagnes et Ouzbeks de la plaine apparaît donc peu opératoire pour expliquer les relations sociales dans les villages d'accueil. L'ethnicité est largement concurrencée par la réalité d'une organisation infra-ethnique, représentée ici par le *hejš*. Ce n'est donc pas entre groupes ethniques mais entre lignages que s'est articulé l'unique conflit communautaire qu'aient connu les districts de Nau et Proletarsk.

À Zaravšan, dans un environnement "mono-ethnique", les relations sociales restaient largement déterminées par l'identité lignagère. En revanche à Ângiabad, l'agencement de l'habitat a joué un rôle majeur dans la recomposition sociale des Mastčohī. Ce contact quotidien avec les Ouzbeks a atténué leur identité infra-ethnique – lignagère ou régionale (mastčohī) – tout en mobilisant un nouveau registre identitaire, essentiellement véhiculé par la langue. Comme l'écrit F. Barth, « les groupes ethniques n'existent que les uns par rapport aux autres. [...] Ils se définissent les uns par rapport aux autres par un ensemble de différences et de similarités culturelles » (1995 [1969] pp. 213-214). À Ângiabad, c'est donc bien l'irruption soudaine de cet *autre* – l'Ouzbek – dans le quotidien des Mastčohī et l'interaction des deux communautés qui a contribué à construire l'identité tadjike des Mastčohī. Celle-ci leur est apparue en miroir, face aux traits identitaires affichés par les Ouzbeks. Mais ces glissements d'identités : lignagère, régionale ou ethnique ont toujours eu lieu sans jamais s'effacer mutuellement ni promouvoir un sentiment d'appartenance par rapport à un autre.

1992-1997 : l'exil des réfugiés de la guerre civile du Tadjikistan

Un exil déterminé par l'origine ethnique et territoriale

À la veille de son indépendance, le Tadjikistan était composé d'une population de cinq millions d'habitants, dont la moitié au moins descendait de familles déplacées²⁷. Ces transferts de populations avaient répondu, nous l'avons vu, à un double impératif : d'une part, le besoin de main-d'œuvre pour contribuer au développement économique du pays ; d'autre part, dans le cas particulier des populations montagnardes, la volonté de sortir de leur isolement des communautés restées marquées par des mœurs conservatrices. Les kolkhozes cotonniers apparaissaient comme

²⁷ En 1937 déjà, le tiers de la population du Tadjikistan avait fait l'objet d'un transfert (Buškov 1994, p. 21). À cela, il faut ajouter au moins 250 000 nouveaux déplacés entre 1946 et 1960, soit 15 % de la population de l'époque (Abulhaev 1983, p. 24 ; 1988, pp. 162, 177).

autant de relais capables de diffuser auprès de ces populations des idées de progrès et de modernité.

Mais cet endoctrinement se fit sans jamais parvenir à rompre l'identité de chaque groupe car, dans leur besoin impérieux de force de travail, les autorités avaient privilégié les transferts collectifs, consistant à transposer dans la plaine des brigades, des villages ou des kolkhozes entiers. Les districts cotonniers de la vallée du Vahš et de la plaine de Gissar apparaissaient ainsi comme une juxtaposition de communautés d'origines diverses. En termes ethniques, la province de Kurgan-Tûbe, qui couvrait l'essentiel de la vallée du Vahš, abritait en 1989 un million d'habitants, dont 59,0 % de Tadjiks, 31,9 % d'Ouzbeks, 3,8 % de Slaves, 1,7 % de Turkmènes, 0,9 % d'Allemands, 0,6 % de Kazakhs et 0,3 % de Kirghizes (*Nacional'nyj sostav*, 1991, p. 132). À l'exception de rares communautés autochtones, la majorité des habitants de la vallée du Vahš descendait des populations transférées entre 1925 et 1960 et avait donc des territoires d'origine différents.

Ces transferts permirent à des communautés, jusqu'alors restées isolées les unes par rapport aux autres, de se côtoyer. Mais chacune conservait un habitat homogène et de solides liens intra-communautaires, véhiculés par des pratiques linguistiques et culturelles communes et une forte attache – réelle ou mythifiée – au territoire d'origine. En comparaison, le village de Ângiabad, au nord du pays, apparaissait comme un exemple rare de mixité.

C'est dans ce contexte que le Tadjikistan nouvellement indépendant connu, au début des années 1990, un conflit civil dont les origines idéologiques se superposaient à des clivages régionaux. Les affrontements se concentrèrent dans le centre et le sud du pays et leur violence atteignit une rare intensité, notamment dans les zones rurales, où chaque communauté était assimilée au clan politique de sa région d'origine. L'objectif n'est pas ici d'analyser les causes et le développement de la guerre²⁸, mais de s'attacher à l'un de ses corollaires, l'exil des civils vers des zones d'accueil. Les combats provoquèrent en effet le déplacement de près d'un million de personnes (le cinquième de la population), dont 250 000 trouvèrent refuge dans les pays voisins (US Committee for Refugees 1998 « Tajikistan », p. 1). La soudaineté du conflit s'accompagna d'une incapacité des pouvoirs publics du jeune Tadjikistan à secourir une population civile prise au piège de la guerre. Les réseaux personnels se substituèrent donc à l'État défaillant et, en dépit du chaos ambiant, la destination des réfugiés fut largement déterminée par leur origine ethnique et territoriale. Ceux qui avaient maintenu des liens familiaux, malgré le temps et l'éloignement, purent bénéficier d'un accueil au sein de la famille élargie, dans la région d'origine de leurs parents ou grands-parents.

²⁸ Parmi les nombreux travaux existants, lire par exemple l'article très complet de S. Dudoignon (1994).



Carte du Tadjikistan occidental.
Zoom sur les districts de Matča, Nau et Proletarsk

Peu d'études ont été consacrées aux réfugiés de la guerre civile tadjike, à une époque où les déplacés se comptaient par millions, de la Yougoslavie au Caucase. Les conditions d'exil et d'accueil des populations déplacées pendant le conflit peuvent être analysées en lien avec les déplacements forcés des années 1950, et ce pour deux raisons. D'une part, cet exil apparaît comme un retour aux sources pour des populations qui avaient été déracinées au cours des deux générations précédentes. Le parallèle entre la politique des transferts à l'époque soviétique et l'exil des réfugiés prend ainsi toute sa signification : les réfugiés des années 1990 faisaient le chemin inverse de celui qu'avaient parcouru leurs parents ou grands-parents, ces "déplacés du coton", qui avaient rejoint le sud et le centre du pays, désormais sous le feu des armes. D'autre part, à la différence des déplacés *mastchoī* qui, dans les années 1950, avaient été accueillis dans un environnement socioculturel qui leur était étranger et où l'*autre* était incarné par l'Ouzbek de la plaine, les réfugiés du Tadjikistan retournaient sur la terre de leurs ancêtres et se retrouvaient en contact avec des membres d'une même famille, d'un même lignage ou d'un même groupe ethnique. Nous proposons donc de suivre ce retour aux sources des exilés de la guerre civile tadjike et d'analyser, de manière comparée, les perceptions identitaires des réfugiés et de leurs hôtes dans trois cas de figure : au Tadjikistan, le retour des déplacés du nord du pays dans leur région d'origine ; en Ouzbékistan et au Kirghizstan, l'exil des réfugiés, respectivement ouzbeks et kirghizes, vers leur république éponyme.



Famille de réfugiés kirghizes du Tadjikistan
Village de Čet-buloq, district de Batken, Kirghizstan. Photographie de l'auteur.

Au Tadjikistan, la prééminence des identités territoriales

S'il n'existe aucune donnée précise sur la répartition des déplacés internes de la guerre, estimés à plus de 700 000 au niveau national, la province septentrionale de Leninabad constitua une zone privilégiée d'accueil, dans la mesure où la région, isolée du reste du pays par de hautes montagnes, était parvenue à se maintenir à l'écart des combats. Elle accueillit ainsi nombre de civils fuyant les zones de guerre. Il s'agissait majoritairement de Tadjiks et d'Ouzbeks²⁹ descendant d'anciens "déplacés du coton". À l'exception d'une minorité, qui ne disposait d'aucun lien familial dans la province et fut hébergée dans des hôtels d'État et des logements réquisitionnés pour l'occasion, la plupart des réfugiés purent bénéficier de conditions meilleures en allant chez des proches, à l'instar de Zulfîâ D.³⁰, une Tadjike née à Douchanbé :

Lorsque la guerre a éclaté à l'automne 1992, nous avons réussi à prendre nos affaires et à gagner Khodjent par la montagne avant que le col ne soit bloqué par la neige. Nous nous sommes installés en ville, dans l'appartement d'un oncle maternel avec lequel nous avons toujours gardé contact. Mon fils a été scolarisé dans l'école du quartier et la famille a pris soin de nous pendant tout notre séjour, qui dura presque deux ans.

En zone rurale, les réfugiés jouissaient également d'un accueil chaleureux et d'un soutien de leur entourage, lorsqu'ils décidaient de s'ancrer dans la région, à l'instar de Mamadrahîm T., un Ouzbek né à Šaartuz, près de la frontière afghane :

Lorsque les combats ont commencé, nous avons décidé de nous réfugier temporairement dans la famille de ma femme, qui était originaire de Nau. Avec trois enfants, c'était difficile mais la famille nous a été d'un grand secours. Ils nous ont hébergés pendant deux ans. Puis nous avons décidé de nous installer définitivement. Avec l'aide des voisins, nous avons construit notre maison en quelques semaines. [...] Le plus dur a été de trouver un travail. Mais la situation économique était la même pour tout le monde. Avec un cousin de ma femme, nous avons loué deux hectares de terre au kolkhoze pour cultiver des oignons. Cela fait plusieurs années maintenant que nos deux familles vivent des revenus de cette terre.³¹

Les témoignages recueillis auprès des réfugiés et de leurs hôtes semblent pourtant diverger sur un point. Pour ceux qui vivaient en zone rurale,

²⁹ La province héberge en effet deux tiers de Tadjiks, concentrés majoritairement dans les villes et les districts de montagne, et un tiers d'Ouzbeks dans les districts de plaine.

³⁰ À la différence des témoins des années 1950, dont les récits portent sur une période révolue, nous avons conservé l'anonymat des réfugiés des années 1990, dans la mesure où leurs propos restent sensibles dans un contexte social parfois encore instable.

³¹ Il est intéressant de noter que, dans ces deux témoignages, les déplacés ont trouvé refuge au sein de la famille élargie de la mère ou de la femme, pourtant d'un autre lignage. Les liens effectifs de solidarité ne reposent donc pas uniquement sur le lignage mais également sur des logiques d'alliance (je tiens à remercier Alessandro Monsutti pour cette précision).

l'éloignement géographique et le temps écoulé pendant la période de séparation ne semblent pas avoir créé de clivage identitaire majeur entre les réfugiés et leurs hôtes. Les liens familiaux et surtout le partage d'une culture rurale ou kolkhozienne, peu différenciée entre le Nord et le Sud, paraissent transcender les spécificités que chaque groupe a pu développer pendant l'épisode de séparation. En revanche, les relations entre les réfugiés d'origine urbaine, tout particulièrement entre les réfugiés de Douchanbé et leurs hôtes de Khodjent étaient souvent plus difficiles, comme l'explique Bahtiër B., chauffeur de taxi né à Douchanbé :

Quand j'étais enfant, je passais tous mes étés à Khodjent, chez des cousins. J'ai gardé de bons souvenirs de cette époque. [...] Lorsque je m'y suis installé définitivement, au début de la guerre, je me suis rendu compte que les gens d'ici ne me considéraient pas comme des leurs. Ils me faisaient remarquer, par exemple, que j'avais un accent différent. Mais l'accent, c'est eux qui l'ont, pas moi. Pour comprendre le tadjik de Khodjent, il faut connaître l'ouzbek car ils mélangent souvent les deux langues. À Douchanbé, le tadjik est plus pur.

Et Zulfiâ D. de rajouter :

À Khodjent, la vie continuait comme si de rien n'était. Les jeunes allaient à l'école, les adultes au marché. Cela m'a beaucoup perturbé de voir combien la vie ici s'écoulait paisiblement alors que le reste du pays s'entre-déchirait. Comme si les gens de Khodjent ne se préoccupaient pas du sort de leur pays.

De fait, alors que la guerre faisait rage dans le reste du pays, la province de Leninabad jouissait encore, pendant les premières années d'indépendance, d'une certaine prospérité économique. Le nord du Tadjikistan était en effet traditionnellement lié aux autres pays de la vallée de Ferghana et concentrait 70 % de l'activité économique du pays. À ce déséquilibre structurel entre le Nord et le Sud, s'ajoutait une rivalité entre Khodjent, ville à l'histoire millénaire mais réduite au statut de capitale provinciale, et Douchanbé, jeune métropole du Tadjikistan soviétique. L'afflux des réfugiés venus de la capitale se faisait donc sur fond d'une rivalité régionale, comme l'explique Ilhom G., professeur d'anglais à l'université d'État de Khodjent et natif de la ville :

La rivalité entre Khodjent et Douchanbé ne date pas de la guerre. Pendant toute l'histoire du Tadjikistan, notre ville a été le poumon économique et politique du pays. Alors, quand la guerre a éclaté, nous avons d'abord pensé à nous. Certains nous le reprochent aujourd'hui, nous traitent d'égoïstes car, soi-disant, nous n'étions pas solidaires des autres régions³². Mais que pouvions-nous faire ? [silence]. De toute façon, il faut recon-

³² Au plus fort de la guerre, les autorités provinciales de Leninabad envisagèrent, un court instant, de faire sécession pour se rattacher à l'Ouzbékistan. Ils ne passèrent jamais à l'acte, mais l'image des nordistes sécessionnistes et peu solidaires de leurs compatriotes reste vive, tout particulièrement auprès de ceux qui ont vécu la guerre de près.

naître que les gens de Douchanbé se comportaient de manière hautaine lorsque nous les avons accueillis. Ils avaient beau se dire Huğandī [descendants de Khodjent et par extension originaires de la province de Leninabad, par opposition au reste du pays], rien ne leur convenait : il y avait toujours trop de vent dans la région, l'eau du robinet était trop salée et le thé imbuvable. À les entendre, Douchanbé était un paradis sur terre. [...] Ils n'ont vraiment rien fait pour s'intégrer.

Bien que s'affichant comme des Huğandī, une identité territoriale héritée de leurs ancêtres, les réfugiés de Douchanbé avaient en réalité développé une identité territoriale vécue, celle de la capitale, où ils avaient grandi. Celle-ci se matérialisait vis-à-vis de leurs hôtes par un accent différent et des attitudes jugées méprisantes. La rencontre forcée entre ces réfugiés de Douchanbé et leurs hôtes de Khodjent révèle donc que la multitude de traits communs dans l'origine des deux groupes – familiale, ethnique, territoriale (huğandī) ou socioculturelle (urbaine) – a échoué à transcender leur clivage identitaire, fruit de leur vie dans deux villes rivales.

Un événement allait pourtant contribuer au rapprochement des deux groupes. En novembre 1994, Emomali Raḥmonov, leader de la faction sudiste des Kulâbī, était élu à la présidence de la République. Afin d'asseoir son pouvoir à tous les échelons du pays, il nomma des Kulâbī aux postes-clés de l'administration et des forces de sécurité. Dans la province de Leninabad, jugée rebelle par le pouvoir central, la plupart des hauts fonctionnaires furent ainsi remplacés par des hommes du président, fraîchement débarqués de leur sud natal.

Des schémas de représentation d'autrui se développèrent rapidement dans les deux camps. Les Kulâbī percevaient les nordistes comme des lâches qui n'avaient pas daigné s'impliquer dans le conflit armé, tandis que les Huğandī voyaient les sudistes comme des usurpateurs de pouvoir, sans aucune éducation (rus. *bezkul'turnye*). Au-delà de clichés simplistes qu'il ne s'agit pas ici d'analyser, il est intéressant de noter que ce rejet unanime des Kulâbī mobilisa l'ensemble des nordistes autour d'un sentiment identitaire commun. Tous les clivages communautaires qui existaient jusqu'ici dans la province, entre Tadjiks et Ouzbeks, citadins et paysans, natifs et réfugiés, s'estompaient désormais au profit d'une identité régionale construite dans ce contexte historique particulier.

Or il est clair que cette fusion des appartenances communautaires singulières en une identité huğandī unique n'a été rendue possible qu'en réaction à un *autre*, perçu si différent qu'il a fait l'objet d'un rejet unanime. Ce changement d'allégeance identitaire est une illustration éloquente de la renégociation permanente des identités, phénomène mis en évidence par F. Barth. Ainsi, Zulfî D. et İlhom Ğ. se perçoivent dans leur identité urbaine vécue (Douchanbé pour la première, Khodjent pour le second) et non pas en fonction de racines territoriales communes. Mais devant la menace des Kulâbī, ils mobilisent dans un élan commun leur

identité régionale huğandī. Aucune autre expression identitaire ne saurait faire sens dans ce contexte de confrontation régionale entre le Nord et le Sud.

En Ouzbékistan, une politique officiellement hostile aux réfugiés

À défaut de chiffres précis sur les déplacés internes du Tadjikistan, nous disposons de données officielles sur les réfugiés qui s'exilèrent dans les pays voisins. À la fin de l'année 1996, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) en dénombrait 30 000 en Ouzbékistan, 20 000 au Turkménistan, 18 900 en Afghanistan, 16 700 au Kirghizstan et 6 000 au Kazakhstan. La Fédération de Russie enregistrait au même moment l'arrivée sur son territoire de 200 000 réfugiés ou migrants forcés en provenance du Tadjikistan (US Committee for Refugees 1998 « Tajikistan », p. 1).

À l'exception de l'Afghanistan, les données collectées par le HCR indiquent que la plupart des réfugiés appartenaient au même groupe ethnique que la majorité de la population du pays d'accueil. Ainsi en Ouzbékistan, la plupart des 30 000 réfugiés étaient des Ouzbeks du Tadjikistan. Si l'on compare ce chiffre au nombre d'Ouzbeks qui résidaient dans les zones de combat avant la guerre – 400 000 dans la vallée du Vahš et 300 000 dans la région centrale, dont 62 000 à Douchanbé (*Nacional'nyj sostav*, 1991, pp. 130-133) –, il apparaît que moins de 5 % des Ouzbeks directement menacés par la guerre s'exilèrent effectivement en Ouzbékistan. Mais ces chiffres sont à considérer avec la plus grande prudence, dans la mesure où ils rendent compte seulement des réfugiés qui firent la démarche de s'enregistrer auprès du HCR. Ils passent sous silence les familles, nombreuses, qui trouvèrent refuge anonymement chez leurs proches. La plupart des Ouzbeks du sud du Tadjikistan étaient en effet les descendants des familles de déplacés qui, dans la première moitié du XX^e siècle, avaient quitté leur Ouzbékistan natal pour les kolkhozes cotonniers du sud et du centre du Tadjikistan.

Les témoignages des réfugiés s'accordent sur les bonnes conditions d'accueil dont ils bénéficièrent en Ouzbékistan, comme l'explique Saddridin S., un journaliste ouzbek né à Douchanbé :

Lorsque la guerre a éclaté, nous nous sommes installés dans la famille de ma femme, qui est originaire de Tachkent. Au début, nous estimions être chanceux car nous étions bien accueillis par la famille. En plus, la ville nous était familière, nous parlions l'ouzbek. Dans la rue, personne ne pouvait voir que nous étions des réfugiés. C'était très confortable pour nous.

Si les proches, et la population en général, accueillèrent, sinon avec chaleur du moins sans entrave ni méfiance, ces nouveaux arrivants, il n'en fut pas de même de la part des autorités. En effet, Tachkent refusa immédiatement de délivrer aux réfugiés des permis de résidence permanente (rus. *propiska*), qui étaient indispensables pour s'installer sur le

territoire national et obtenir la citoyenneté ouzbèke. Les autorités ne faisaient aucune distinction entre les réfugiés tadjiks, minoritaires, et le grand nombre de réfugiés ouzbeks, dont l'attache à l'Ouzbékistan pouvait difficilement être contestée³³. Le gouvernement refusa également de signer la Convention de Genève de 1951 relative au statut de réfugié. Les civils qui fuyaient la guerre étaient autorisés à traverser la frontière dans le cadre d'un accord régional³⁴, mais leur séjour en Ouzbékistan ne pouvait excéder quarante-cinq jours. Une fois ce délai écoulé, ils n'avaient d'autre choix que de quitter le pays ou de passer dans l'illégalité, en prenant le risque d'être arrêtés et reconduits à la frontière (Alimov 2001) ou emprisonnés³⁵. Dans les faits, si les cas de harcèlement policier étaient fréquents, les expulsions et emprisonnements restaient exceptionnels. Bien qu'il s'opposât à leur légalisation, le gouvernement ouzbek tolérait la présence des réfugiés, dans la mesure où leur nombre était limité, par rapport à une population de plus de vingt millions d'habitants à l'époque, et où leur charge était finalement assumée par leurs proches ou par le HCR et n'incombait donc pas à l'État.

Le destin de ces réfugiés connut un revirement à partir de 1995, lorsque le gouvernement introduisit le nouveau passeport ouzbek, destiné à remplacer le passeport soviétique. Au terme d'une période de transition, tous les anciens passeports furent retirés de la circulation. Les réfugiés du Tadjikistan se retrouvèrent apatrides, puisque leur passeport soviétique, le seul document en leur possession, n'avait plus de valeur légale. Ils étaient désormais encadrés par la Loi sur la citoyenneté, qui reconnaissait le statut d'apatride (rus. *lico bez graždanstva*) à toute personne « ne pouvant justifier de sa citoyenneté » (article 11), et leur assurait un minimum de garanties dans l'éducation et l'accès aux soins. Mais en contrepartie, la reconnaissance de ce statut interdisait strictement à son titulaire l'ouverture d'un dossier de naturalisation (HCR 2002, p. 4), comme l'explique Saddridin S. :

En 1998, les autorités nous ont reconnu le statut d'apatride pour une durée de cinq ans. Cela a permis de scolariser les enfants, mais nous nous sommes vite rendu compte que c'était un piège car ce statut ne nous autorisait pas à demander la citoyenneté ouzbèke. Des amis qui étaient restés illégalement ont pu obtenir un passeport ouzbek en payant des pots de vin, mais nous, nous étions coincés. En 2003, notre statut n'a pas été renou-

³³ En effet, non seulement les passeports soviétiques mentionnaient le groupe ethnique, ouzbek dans ce cas, mais les actes de naissance indiquaient aussi clairement le lieu de naissance du titulaire ainsi que celui de ses parents, prouvant le lien au territoire lorsque l'un des deux au moins était né en Ouzbékistan.

³⁴ L'Accord de Minsk sur la liberté de mouvement au sein de la Communauté des États Indépendants (CEI), adopté en octobre 1992, autorisait l'entrée et le séjour des citoyens de toute la CEI, y compris donc ceux du Tadjikistan, dans la limite de quarante-cinq jours.

³⁵ Le Code pénal de 1994 rendait en effet passible de trois à cinq ans d'emprisonnement toute personne entrée illégalement sur le territoire national (article 223).

velé. Nous avons donc dû nous résoudre à rentrer au Tadjikistan après avoir vécu plus de dix ans à Tachkent.

Cette attitude du gouvernement ouzbek illustre la politique – ou plutôt l'absence de politique – mise en œuvre à l'égard des Ouzbeks de l'étranger et ne saurait être détachée du processus global de construction de l'État. En effet, après avoir joué un rôle actif dans la guerre civile tadjike³⁶, le gouvernement ouzbek considérait les réfugiés comme une menace à son intégrité nationale. En matière de politique étrangère, l'Ouzbékistan développait et véhiculait une conception civique et territoriale de l'État. Ce qui importait pour Tachkent, c'était avant tout l'unité de ses citoyens et la stabilité de l'État à l'intérieur des frontières, plutôt qu'une approche régionale visant à rassembler l'ensemble des Ouzbeks d'Asie centrale³⁷, comme en témoigne Saodat G., retraitée ouzbèke née à Tachkent et mariée à un Tadjik de Khodjent :

En 2001, je suis allée à Tachkent pour l'enterrement de mon frère aîné. Au passage de la frontière, malgré mes habits de deuil, les gardes ouzbeks m'ont demandé un télégramme certifiant que j'allais bien à un enterrement. J'ai dû longuement palabrer avant qu'ils ne daignent me laisser passer. C'était une humiliation car je portais le deuil d'un être cher. [...] Lorsque je suis arrivée sur place, j'ai retrouvé des parents que je n'avais pas eu l'occasion de revoir depuis l'époque soviétique. Un cousin qui habitait Douchanbé s'était réfugié à Tachkent. Il m'a expliqué qu'il travaillait depuis neuf ans mais qu'il n'arrivait pas à obtenir la nationalité. L'an dernier, j'ai appris qu'il a quitté le pays avec sa famille. Ils essaient de reconstruire une nouvelle vie en Russie.

En refusant l'intégration en Ouzbékistan d'Ouzbeks venant de l'étranger, le gouvernement se protégeait de possibles réactions en chaîne dans un environnement multiethnique jugé dangereux pour la stabilité des jeunes États d'Asie centrale³⁸. Les autorités ouzbèkes observaient également avec beaucoup d'intérêt le jeu politique qui se déroulait au Tadjikistan, où l'opposition islamique avait été intégrée au gouvernement d'union nationale. Les idées dissidentes que des réfugiés, tout ouzbeks qu'ils fussent, pouvaient potentiellement introduire en Ouzbékistan,

³⁶ Dans un premier temps, le gouvernement ouzbek joua un rôle central en contribuant à rassembler les belligérants autour de la table des négociations. À partir de 1994 et surtout des accords de paix de 1997, à la suite desquels l'opposition islamique entra au gouvernement, les relations entre Tachkent et Douchanbé furent de plus en plus tendues (Akiner 2001, pp. 8-10).

³⁷ Sur cette notion d'État civique, lire M. Fumagalli (2007).

³⁸ Le gouvernement ouzbek se méfiait notamment des nationalistes tadjiks, au Tadjikistan mais également dans la communauté tadjike d'Ouzbékistan. Dès l'ouverture permise par la perestroïka, ces derniers n'ont pas cessé de remettre en cause le découpage des frontières des années 1920, qui avait maintenu hors de leur République les deux tiers des Tadjiks d'Asie centrale et notamment les villes historiques de Samarkand et Boukhara, considérées comme le berceau de leur civilisation (Choukourov 1994, pp. 145-165).

étaient jugées comme une menace pour la sécurité de l'État. Les réfugiés ouzbeks du Tadjikistan firent les frais de cette politique et de la perception négative qu'elle générerait. Ils se retrouvèrent déchirés entre l'attache qu'ils éprouvaient pour leur pays d'accueil, dont ils étaient territorialement originaires, et leur citoyenneté tadjike, qui générerait la méfiance voire l'hostilité des autorités ouzbèkes. La plupart des réfugiés furent donc finalement contraints de quitter l'Ouzbékistan et de rentrer au Tadjikistan ou de rejoindre une nouvelle destination d'exil, au premier rang desquelles on trouvait la Russie et le Kazakhstan.

Au Kirghizstan, l'appel de la patrie sur fond d'intolérance populaire

Si les autorités ouzbèkes n'ont montré aucune solidarité à l'égard des Ouzbeks de l'étranger, le président du Kirghizstan, Askar Akaev, développa en revanche une politique d'aide au retour des Kirghizes vivant hors des frontières du pays. Comme au Kazakhstan, cet appel de la patrie visait l'objectif, à peine voilé, d'accroître le poids de la nation titulaire au sein du pays. À leur indépendance, les Kirghizes représentaient en effet seulement 52,4 % de la population du Kirghizstan, estimée à 4,2 millions d'habitants, aux côtés de nombreuses minorités, notamment les Russes (21,5 %) et les Ouzbeks (12,9 %). À l'extérieur des frontières, on dénombrait alors près de 200 000 Kirghizes en Chine, 174 907 en Ouzbékistan, 63 832 au Tadjikistan et 14 112 au Kazakhstan (*Nacional'nyj sostav*, 1991, pp. 92, 102, 126, 130). L'immigration vers le Kirghizstan de ces minorités de l'étranger pouvait donc accroître de manière significative la proportion des Kirghizes dans la population nationale et assurer une légitimité incontestable à la nation titulaire. Le gouvernement kirghize simplifia la procédure de naturalisation et s'engagea à accorder aux immigrants les mêmes avantages qu'aux natifs du pays. Ces mesures attirèrent de nombreux Kirghizes du proche étranger, à l'instar d'Akim A., retraité :

Je suis né à Šurab [petite ville de la province de Leninabad, à la frontière du Kirghizstan]. J'y ai travaillé toute ma vie, à l'usine chimique. À partir de 1991, mes enfants ont commencé à s'installer un à un à Kyzyl Bel [village kirghize de l'autre côté de la frontière]. Après avoir hésité, je les ai finalement suivis en 1996. J'ai tout de suite obtenu un permis de résidence puis, un an plus tard, un passeport kirghize. Lorsque le kolkhoze de Kyzyl Bel a été privatisé, tous les habitants du village, même nous qui n'y avions jamais travaillé, avons reçu un lopin de terre constructible et une parcelle agricole de plus d'un hectare.

La directrice de l'école de Kyzyl-Bel confirme cette arrivée massive des Kirghizes du Tadjikistan :

Nous tenons un registre avec le lieu de naissance des écoliers. Figurez-vous que plus du tiers des enfants scolarisés dans l'école sont nés au Tadjikistan. En fait, le choix des parents était souvent conditionné par leur

souci pour l'avenir des enfants. Il reste très peu d'écoles de langue kirghize au Tadjikistan. Alors plutôt que d'inscrire leurs enfants dans une école tadjike, les parents ont préféré s'installer à Kyzyl-Bel et leur assurer une scolarité en kirghize. [...] Toutes ces familles sont une aubaine pour nous. Le village s'est dynamisé et il y a suffisamment de main-d'œuvre pour cultiver la terre.

Les familles arrivées à la faveur de la politique du président Akaev semblent donc avoir bénéficié de très bonnes conditions d'installation et d'un accueil positif de la part de la population locale. L'intégration des Kirghizes originaires de la province de Leninabad dans leur société d'accueil, au Kirghizstan, a été d'autant plus aisée que ces immigrants habitaient près de la frontière. Ils avaient donc évolué dans un environnement socioculturel proche et avaient pu maintenir des liens étroits avec leurs futurs hôtes.

Mais la majorité des Kirghizes du Tadjikistan résidaient au centre et au sud du pays³⁹, loin de la terre de leurs ancêtres, comme l'explique Abdusattor Z., Kirghize de Âvan :

Mes grands-parents étaient originaires des montagnes de Dara [sud du Kirghizstan]. Ils se sont installés à Âvan [district cotonnier de la vallée du Vahš] dans les années 1930 car les conditions de vie y semblaient meilleures. C'est là que je suis né en 1951. J'ai été scolarisé, en tadjik, puis j'ai rejoint la ferme expérimentale du kolkhoze. Mes collègues de travail étaient russes, ouzbeks, allemands. Mon chef était un Tadjik de Leninabad. C'est dans ce contexte cosmopolite que j'ai vécu pendant quarante ans. [...] Au travail ou dans la rue, je parlais indifféremment russe, tadjik ou ouzbek, mais dès que je passais le seuil de la porte, mes parents exigeaient que je m'exprime en kirghize. Ils ne voulaient pas que l'on perde l'usage de notre langue maternelle.

Au début des années 1990, les Kirghizes qui habitaient les zones de guerre quittèrent en masse le Tadjikistan et se réfugièrent dans la région d'origine de leurs ancêtres, à l'instar d'Abdusattor Z. :

Lorsque la guerre a éclaté, nous avons compris que tout allait s'effondrer. Les Russes ont été les premiers à partir. Avec quarante autres familles kirghizes, nous avons pris la direction du Kirghizstan et sommes arrivés à Batken. Le raïs [chef] du district nous a attribué un terrain, au sud de la ville. Chaque famille a pu y construire une maison. [...] Le HCR a installé une ligne électrique dans notre village, a construit une école et a creusé un canal pour irriguer nos champs.

³⁹ En 1989, on comptait 18 084 Kirghizes dans la province de Leninabad et 10 756 dans le massif du Pamir, à l'est du pays. Dans les régions qui seraient bientôt directement affectées par la guerre, on dénombrait 973 Kirghizes dans la ville de Douchanbé, 3 230 dans la vallée du Vahš et 30 789 dans le district montagneux de Džirgital, mi-toyen de Garm, au centre du pays (*Nacional'nyj sostav*, 1991, pp. 130-132).

En 1996, le HCR dénombrait au Kirghizstan 16 700 réfugiés originaires du Tadjikistan, dont 83 % se définissaient comme des Kirghizes (US Committee for Refugees 1998 « Kyrgyzstan », p. 1). Cette même année, Bichkek ratifia la Convention de Genève, ce qui permit aux réfugiés de disposer d'un ensemble de garanties sociales. Parallèlement, ils étaient invités à engager une procédure de naturalisation, qui aboutissait dans la plupart des cas. La politique d'accueil à l'égard des Kirghizes de l'étranger s'appliquait donc sans discrimination aux réfugiés. Très vite pourtant, les aides apportées par les autorités et le HCR furent ternies par l'attitude hostile de la population locale, comme l'explique Abdusattor Z. :

Dès notre arrivée, les villageois kirghizes des environs nous ont regardés de travers. Entre eux, ils nous appelaient "les Tadjiks", sans doute en raison de notre accent ou parce que nous portions le *tupi* [calotte de toile noire, portée par les Tadjiks et Ouzbeks] plutôt que le *kalpak* [chapeau de feutre blanc, porté par les Kirghizes]. [...] Initialement, l'école construite par le HCR devait accueillir les enfants du village voisin. Mais ils ne sont jamais venus. Nous avons même dû organiser une salle de prière à part, car ils refusaient de prier avec nous. [...] En 2000, toute la région a souffert de la sécheresse. Au lieu de discuter pour que l'on s'accorde sur un partage de l'eau, nos voisins ont bloqué le canal que le HCR avait creusé et dévié toute l'eau vers leurs champs. Il a fallu que les autorités interviennent pour les ramener à la raison.

Si en Ouzbékistan, les réfugiés furent éconduits par un gouvernement qui leur était hostile, au Kirghizstan, ils bénéficièrent d'une politique gouvernementale plus favorable, mais ils se heurtèrent à l'hostilité d'une partie de la population locale. Bien qu'appartenant au même groupe ethnique que leurs hôtes, les réfugiés venaient d'une société multiculturelle, au contact de laquelle leur identité kirghize s'était enrichie de nouvelles connaissances linguistiques, de nouvelles habitudes vestimentaires et de nouvelles pratiques religieuses. Dans le même intervalle, les Kirghizes de Batken vivaient dans un environnement ethnique homogène et leurs traits identitaires étaient restés inchangés. Ces deux groupes entrèrent en contact à la suite de la guerre civile tadjike, dans un contexte particulier de compétition pour l'accès à la terre et à l'eau. Les tensions semblent s'être cristallisées autour de ce que les acteurs percevaient et rapportaient comme des incompatibilités culturelles, au point que les hôtes se refusaient à reconnaître les réfugiés comme des Kirghizes à part entière. Pour la population locale, ces étrangers empreints de mœurs tadjikes ne pouvaient être appelés autrement que "Tadjiks". Comme cela était le cas, nous l'avons vu, entre les réfugiés de Douchanbé et leurs hôtes de Khodjent, l'origine ethnique et territoriale que les réfugiés et leurs hôtes avaient en commun ne parvenait donc pas à transcender, dans ce contexte de compétition pour les ressources, un clivage territorial vécu, caractérisé par la stigmatisation des différences culturelles.

Conclusion

Cette étude comparée de deux exils tragiques – d’un côté, les déplacés de Matča vers la plaine cotonnière et de l’autre, les réfugiés du Tadjikistan de retour sur leur terre d’origine – apporte donc un éclairage nouveau sur les relations sociales en Asie centrale. Le paradigme ethnique, omniprésent dans la société et dans le discours relatif aux deux épisodes, montre en effet ses limites pour expliquer, à lui seul, les relations entre les exilés et leurs hôtes. Dans le cas des Mastčoḥī, l’approche en termes “Tadjiks vs Ouzbeks” ne permet pas de rendre compte de la complexité des identités mobilisées, ni des dynamiques de solidarité qui se sont développées entre populations déplacées et populations d’accueil. Ce sont les appartenances lignagères qui ont constitué le terreau social des déplacés, au point d’exacerber les conflits latents. Dans une même logique, si la guerre civile tadjike a provoqué des flux migratoires largement déterminés par l’origine ethnique et territoriale des réfugiés, ce retour sur la terre des ancêtres, dans un environnement social ethniquement homogène, s’est rapidement heurté, tantôt à un rejet officiel (Ouzbékistan), tantôt à l’hostilité d’une partie de la population d’accueil en raison de clivages identitaires infra-ethniques (Tadjikistan et Kirghizstan).

Cet article contribue donc à déconstruire l’approche ethnique, qui apparaît dans les deux cas insuffisante pour comprendre une réalité sociale, sur laquelle d’autres mécanismes interviennent, notamment l’allégeance à une identité locale. Chez les Mastčoḥī, la superposition des identités de voisinage et d’appartenance au *hejš* donne au localisme une double dimension, à la fois géographique et lignagère. C’est bien en raison de ce localisme que la confrontation soudaine entre les jeunes de Samğon et de Lânglif a dégénéré en guerre de clans. À Ângiabad en revanche, l’immixtion d’un *autre* – l’Ouzbek – dans l’environnement social des Mastčoḥī a réduit le poids des identités locales infra-ethniques. L’identité tadjike des Mastčoḥī est apparue en miroir, face à l’altérité offerte par le voisinage ouzbek. Dans le cas des exilés de la guerre civile tadjike, le localisme s’est illustré par l’identité territoriale vécue, que les “déplacés du coton” ont développée dans leur nouveau lieu de vie jusqu’à l’irruption de la guerre. Ce localisme a été la principale cause de tension entre les réfugiés et leurs hôtes, malgré des origines ethniques et territoriales communes. C’est le cas entre les réfugiés de Douchanbé et les habitants de Khodjent, ou entre les Kirghizes du sud du Tadjikistan et ceux de Batken.

Mais dès lors qu’un *autre* apparaît dans l’espace social, le localisme est concurrencé par différents registres identitaires et s’efface au profit de solidarités mobilisées dans un cadre de référence régional (*huğandī*), ethnique ou national. Ainsi, l’identité puise à des sources plurielles, mouvantes et sans cesse renégociées. Qu’il repose sur une unité de filiation (l’appartenance au *hejš*) ou sur une unité géographique (l’identité territoriale vécue), le localisme apparaît comme un élément fort d’identifi-

cation et d'allégeance. Il se superpose à de nombreux autres registres identitaires : appartenance nationale, régionale, religieuse, linguistique et bien sûr ethnique.

Reste enfin à savoir si les autorités tadjikes ont tiré les leçons de l'histoire mouvementée des populations de leur pays. Vraisemblablement pas. En novembre 2006, Douchanbé lançait un nouveau plan visant à transférer un millier de familles des pourtours montagneux de Kulâb (dans le Sud) vers le district cotonnier de Tursunzade (Ouest), à la frontière de l'Ouzbékistan (Nazriev 2006, p. 5). Les responsables justifiaient cette décision par le besoin de main-d'œuvre dans les plaines au fort potentiel de développement agricole. Et les journalistes et analystes de critiquer cette politique de "tadjikisation" d'un district majoritairement peuplé d'Ouzbeks, où la création d'un cordon ethnique tadjik le long de la frontière avec l'Ouzbékistan, défendrait les « intérêts de la sécurité nationale » (IWPR 2006). L'histoire semble donc se répéter. Et le paradigme ethnique reste plus que jamais un outil de mobilisation et de légitimation politique en Asie centrale.

Bibliographie

ABULHAEV R. A.

1983 « Pereselenie dehkanskih hozâjstv iz gornyh v dolinnye rajony Tadžikistana v gody poslevoennoj pâtiletki (1946-1950 gg.) » [Le transfert des foyers kolkhoziens depuis les districts de montagne vers les districts de vallée du Tadjikistan pendant le plan quinquennal d'après-guerre (1946-50)], *Izvestiâ Akademii Nauk Tadžikskoj SSR. Otdelenie obšestvennyh nauk* [Bulletin de l'Académie des sciences de la RSS tadjike. Section des sciences sociales] n° 2 (112), pp. 19-25.

— 1988 *Razvitie irrigacii i osvoenie novyh zemel' v Tadžikistane* [Développement de l'irrigation et mise en valeur de nouvelles terres au Tadjikistan], Douchanbé, Doniš.

AKINER S.

2001 *Tajikistan: Disintegration or Reconciliation ?*, Londres, Royal Institute of International Affairs.

ALIMOV Š.

2001 « Uzbekistan cold-shoulders refugees », *Reporting Central Asia* n° 39, Londres, Institute for War and Peace Reporting [<http://www.iwpr.net>].

ASIMOV M. S. (dir.)

1974 *Tadžikskâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika* [La République socialiste soviétique tadjike], Douchanbé, Académie des sciences.

BARTH F. (ed.)

1969 *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Boston, Little, Brown and Co. Traduction française de l'introduction : « Les groupes ethniques et leurs frontières », in P. POUTIGNAT et J. STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp. 203-249.

BUŠKOV V. I.

1991 « Tadžikskij avlod tysâčelețiâ spustâ » [Le avlod tadjik mille ans plus tard], *Vostok* [Orient] n° 5, pp. 72-81.

— 1994 « Tadjikistan, quelques prémisses de la crise », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n° 18, pp. 15-26.

— 1995 *Naselenie severnogo Tadžikistana: formirovanie i rasselenie* [Le peuplement du Tadjikistan du Nord : formation et répartition], Moscou, Académie des sciences de Russie, Institut d'ethnologie et d'anthropologie.

CARIOU A.

2003 « Montagnes et économie agropastorale d'Ouzbékistan : entre marginalisation et recomposition », *Cahiers d'Asie centrale* n° 11-12, pp. 179-202.

CHOUKOUROV C. & R.

1994 *Peuples d'Asie centrale*, Paris, Syros.

DUDOIGNON S.

1994 « Une segmentation peut en cacher une autre : régionalismes et clivages politico-économiques au Tadjikistan », *Cahiers d'études de la Méditerranée orientale et du monde turco-iranien* n° 18, pp. 73-129.

FUMAGALLI M.

2007 « Ethnicity, state formation and foreign policy: Uzbekistan and 'Uzbeks abroad' », *Central Asian Survey* vol. 26 n° 1, pp. 105-122.

GUNÂ A. N.

2003 « Dynamique et stabilité de la communauté montagnarde du Yaghnob (Tadjikistan du Nord) », *Cahiers d'Asie centrale* n° 11-12, pp. 161-178.

HCR – Haut Commissariat aux Réfugiés

2002 « Background information on the situation on the Republic of Uzbekistan in the context of the return of Asylum Seekers » in *Thematic Country Reports*, Tachkent, 1^{er} octobre 2002 (disponible sur *Refworld 2006 – Information on Refugees and Human Rights, 15^e édition*, Genève, version CD rom).

HIRSCH F.

2000 « Toward an Empire of Nations: Border-Making and the Formation of Soviet National Identities », *Russian Review* vol. 59 n° 2, pp. 201-226.

1963 *Itogi vsesoûznoj peripisi naseleniâ 1959 goda* [Résultats du recensement de la population de l'Union en 1959], Moscou, Politizdat.

1973 *Itogi vsesoûznoj peripisi naseleniâ 1970 goda* [Résultats du recensement de population de l'Union en 1970], tome 4, Moscou, Statistika.

IWPR – Institute for War and Peace Report

2006 « Tadjik Resettlement Project Aims to Help Poorest », *Reporting Central Asia* n° 474, Londres [<http://www.iwpr.net>]

LEROI R.

2002 « La filière coton en Asie centrale. Le poids de l'héritage », *Courrier des pays de l'Est* n° 1027, pp. 40-51.

1991 *Nacional'nyj sostav naseleniâ SSSR po dannym vsesoûznoj peripisi naseleniâ 1989 goda* [Composition ethnique de la population d'URSS d'après le recensement de la population de l'Union en 1989], Moscou, Finansy i statistika.

2003 *Nacional'nyj sostav naseleniâ Respubliki Tadžikistana po dannym vseobšej peripisi naseleniâ 2000 goda* [Composition ethnique de la population de la République du Tadjikistan d'après le recensement national de la population en 2000], Douchanbé, Goskomstat Respubliki Tadžikistan.

NAZRIEV S.

2006 « Iz Dangary v Tursunzade » [De Dangara à Tursunzade], *Asia Plus* n° 47 (357), Douchanbé. p. 5.

RADVANYI J.

2000 *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin.

ROY O.

1991 « Ethnies et politique en Asie centrale », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* n° 59-60, pp. 17-35.

— 1997 *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil.

TURSUNOV N. O.

1991 *Razvitie gorodskih i sel'skih poselenij severnogo Tadžikistana v XVIII-načale XX vv.* [Développement des habitats urbains et ruraux du Tadjikistan du Nord au XVIII^e-début du XX^e siècle], Douchanbé, Irfon.

US Committee for Refugees

1998 « Tajikistan » & « Kyrgyzstan » in *World Refugee Survey 1997*, Arlington Virginia (disponible sur *Refworld 2006 – Information on Refugees and Human Rights*, 15^e édition, Genève, version CD rom).

Annexes

Annexe 1 : Population et composition ethnique des districts étudiés de la province de Leninabad (1870-2000)

	Matča	Nau	Proletarsk	Province de Leninabad
1870	9 130	4 690	3 345	143 368
1926	13 647 (99,2 % de Tadjiks)	13 761 (99,2 % d'Ouzbeks)	12 252 (93,5 % d'Ouzbeks)	360 777
1959	7 334	31 345	33 710	665 360
1970	3 201	44 191	46 713	940 209
1989	8 186 (82,6 % de Tadjiks)	78 364 (84,7 % d'Ouzbeks)	79 914 (78,3 % d'Ouzbeks)	1 554 145
2000	16 490	97 226	97 553	1 871 979

Sources : pour 1870-1926, Buškov 1995 ; pour 1959, *Itogi* 1963 ; pour 1970, *Itogi* 1973 ; pour 1989, *Nacional'nyj sostav* 1991 ; pour 2000, *Nacional'nyj sostav* 2003.

Annexe 2 : Transcription des noms propres à l'époque soviétique et aujourd'hui, en russe (R) et en tadjik (T)

	Époque soviétique	Aujourd'hui
Province	Leninabad (R) / Leninobod (T)	Sogd (R) / Sugd (T)
Districts	Matča (R) / Mastčoĥ (T)	
	Gornâ Matča (R) / Kūĥistoni Mastčoĥ (T)	
	Nau (R) / Nov (T)	Spitamen (R/T)
	Proletarsk (R) / Proletar (T)	Ĝabbor-Rasulov (R/T)
	Zafarabad (R) / Zafarobod (T)	
	Gissar (R) / Hissor (T)	
	Garm (R) / Ĝarm (T)	
Villes	Leninabad (R) / Leninobod (T)	Khodjent (R) / Huĝand (T)
	Ura-Tûbe (R) / Ūroteppa (T)	Istaravšan (R/T)
	Pendžikent (R) / Panĝakent (T)	
	Kurgan-Tûbe (R) / Qūrgonteppa (T)	
	Kulâb (R) / Kūlob (T)	
Villages	Saidkurgan (R) / Saidqūrgon (T)	
	Andarsaj (R) / Andarsoj (T)	
	Uzbekkišlak (R) / Ūzbekqišloq (T)	
	Ângiabad (R) / Ângiobod (T)	
Réservoirs	Kajrakkum (R) / Qajroqqum (T)	
	Farhad (R) / Farhod (T)	

Annexe 3 : Liste des personnes interviewées

Prénom NOM (date de naissance, lieu de naissance), affiliation ethnique, profession, village/ville, district, pays de résidence, date de l'entretien

Azizmo BOÂKOVA (1946, Vodif, Matča, Tadjikistan), Tadjike, kolkhozienne, Ângiabad/Ângiobod, district de Spitamen, Tadjikistan, 25 novembre 2006.

Azamĝon BOQIEV (1958, Samĝon, Matča, Tadjikistan), Tadjik, kolkhozien, Zaravšon, district de Ĝabbor-Rasulov, Tadjikistan, 4 novembre 2006.

Maĥmatūsmo BOQIEV (1928, Samĝon, Matča, Tadjikistan), Tadjik, magasinier à la retraite, Zaravšon, district de Ĝabbor-Rasulov, Tadjikistan, 4 novembre 2006.

Abduzalil HASANOV (1930, Uzbekkišlak, Nau, Tadjikistan), Ouzbek, kolkhozien à la retraite, Uzbekkišlak, district de Ĝabbor-Rasulov, Tadjikistan, 26 novembre 2006.

Majramĝon KARIMOVA (1953, Kanibadam, Tadjikistan), Ouzbèke, pédiatre, Ângiobod, district de Spitamen, Tadjikistan, 25 novembre 2006.

Ĥoĝibobo MIROV (1929, Vodif, Matča, Tadjikistan), Tadjik, directeur de kolkhoze à la retraite, Ângiobod, district de Spitamen, Tadjikistan, 25 novembre 2006.

- Ūsmonali NORBOBOBEV (1948, Saidkurgan, Nau, Tadjikistan), Ouzbek, agronome à la retraite, Saidkurgan, district de Spitamen, Tadjikistan, 25 novembre 2006.
- Abdusattor Z. (1951, Âvan, Tadjikistan), Kirghize, agriculteur, Ćet-buloq, district de Batken, Kirghizstan, septembre 1999 et 26 octobre 2006.
- Akim A. (1941), Kirghize, ouvrier à la retraite, Qyzyl-Bel, district de Batken, Kirghizstan, 27 octobre 2006.
- Bahtior B. (1969, Douchanbé, Tadjikistan), Tadjik, chauffeur, Khodjent, Tadjikistan, mai 1999.
- Ilĥom Ğ. (1973, Khodjent, Tadjikistan), Tadjik, professeur d'anglais, Khodjent, Tadjikistan, mars 1999.
- Mamadraĥim T. (1959, Šaartuz, Tadjikistan), Ouzbek, agronome, Nau, district de Spitamen, Tadjikistan, 25 novembre 2006.
- Saodat Ğ. (1937, Tachkent, Ouzbékistan), Ouzbèke, retraitée, Khodjent, Tadjikistan, 22 novembre 2006.
- Saddridin S. (1965, Douchanbé, Tadjikistan), Ouzbek, journaliste, Khodjent, Tadjikistan, 28 novembre 2006.
- Zulfiâ D. (1968, Douchanbé, Tadjikistan), Tadjike, employée d'une organisation internationale, Douchanbé, Tadjikistan, mars 1999.

Résumé

Cet article explore deux périodes-clés de l'histoire contemporaine de l'Asie centrale : dans les années 1950, la politique soviétique de transfert des populations de montagne vers les kolkhozes cotonniers de la vallée de Ferghana et, dans les années 1990, l'exil des réfugiés de la guerre civile tadjike vers le nord du Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. S'appuyant sur une démarche à la fois historique et sociologique, l'article analyse les conditions d'accueil des populations déplacées dans leurs lieux de destination et propose de déconstruire le concept d'ethnicité, omniprésent dans les sources écrites de ces deux périodes. En effet, une lecture exclusive par le prisme ethnique ne permet pas de percevoir la complexité des allégeances identitaires – nationales, régionales, lignagères, religieuses ou linguistiques. Le concept même d'ethnicité est donc insuffisant pour rendre compte des dynamiques sociales d'une région, où l'identité puise à des sources plurielles, mouvantes et sans cesse renégociées.

Abstract

Population displacement and identity in the Ferghana valley: assessing the concept of ethnicity

This article explores two key moments of the contemporary history of Central Asia: in the 1950s, the Soviet politics of forced displacement of mountainous people down to cotton kolkhozes in the Ferghana valley; and in the 1990s, the exile of refugees from the Tajik civil war to Northern Tajikistan, Uzbekistan and Kyrgyzstan. From both a historical and sociological perspective, the article analyzes how the displaced population was received in the areas of destination. It

sheds light on the concept of ethnicity, in the sense that these migrations were earlier most often analyzed in ethnic terms. This approach does not allow for the apprehension of a complex range of identities based on a nation, a region, a lineage, a religion or a language. The concept of ethnicity seems therefore to limit our understanding of the social dynamics of a region where identity appears to be multiple, changing and constantly renegotiated.

Mots-clés : identité, ethnicité, lignage, localisme, transferts de population, réfugiés, Ferghana.

Keywords: identity, ethnicity, lineage, localism, population displacement, refugees, Ferghana.